

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

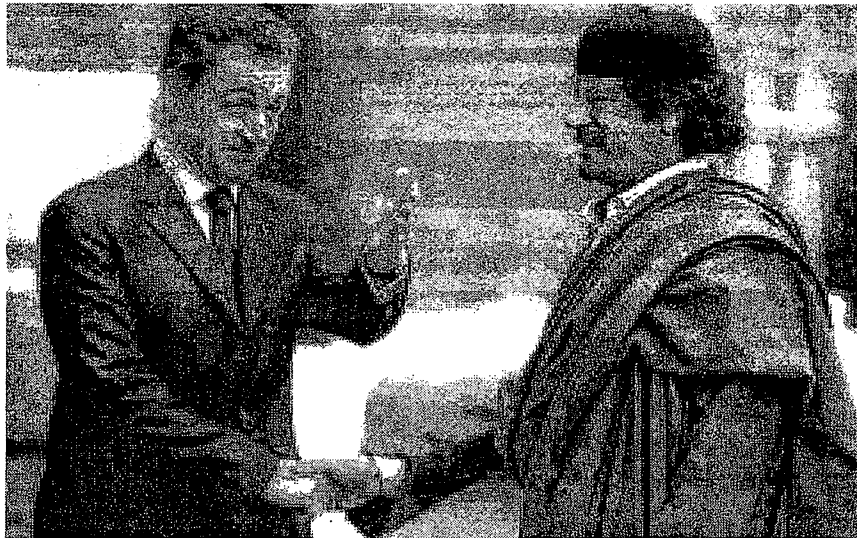
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 20 Mars 2011

N° 372

PRIX : 0,60 Euro



**KADHAFI EST UN DICTATEUR,
MAIS LES DIRIGEANTS IMPERIALISTES
QUI LUI ONT DECLARE LA GUERRE
SONT AUSSI DES ENNEMIS DU PEUPLE LIBYEN**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

- Kadhafi est un dictateur, mais les dirigeants impérialistes qui lui ont déclaré la guerre sont aussi des ennemis du peuple libyen

Page 3

- Kadhafi et ses pairs africains

Pages 4 à 9

Côte d'Ivoire :

- Les deux clans rivaux se font la guerre pour le contrôle du pouvoir avec le sang des pauvres!

- Abobo, entre peur, stress et faim

- Massacre de populations civiles : Onuci, Licorne complices !

Page 9

- Sénégal : Manifestation contre le pouvoir ...

Page 10

- Madagascar : Le gouvernement change...

ABONNEMENT

FRANCE :

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

Autres pays :
Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42
92114 - Clichy cedex

LIBYE

KADHAFI EST UN DICTATEUR, MAIS LES DIRIGEANTS IMPERIALISTES QUI LUI ONT DECLARE LA GUERRE SONT AUSSI DES ENNEMIS DU PEUPLE LIBYEN

Le 18 mars, à la demande des dirigeants de pays impérialistes, dont la France, le Conseil de sécurité de l'Onu a autorisé des frappes aériennes contre les bases de Kadhafi. Dès le lendemain de cette décision, des avions français ont commencé à bombarder des cibles de l'armée libyenne. Ils ont été suivis par l'aviation anglaise et par les appareils des bases militaires américaines du Moyen-Orient et par leurs bâtiments croisant dans la méditerranée. Ces attaques ont été accueillies avec un soulagement dans la ville de Benghazi, principale bastion des insurgés qui étaient, eux pilonnés par l'aviation de l'armée de Kadhafi.

Les principales grandes puissances se sont donc coalisées pour soi-disant venir au secours de la population libyenne et la délivrer de la dictature de Kadhafi. Cela nous rappelle les discours pseudo-humanitaires des dirigeants des pays riches pour justifier auprès de leur opinion publique la guerre contre le régime de Saddam Hussein en Irak. Des dizaines de milliers de civils irakiens ont trouvé la mort dans les bombardements meurtriers alors que les dirigeants impérialistes présentaient cette guerre comme "propre" avec des frappes soi-disant "chirurgicales". Saddam Hussein a été certes éliminé mais l'écrasante majorité de la population iraquienne n'a pas encore fini de payer les conséquences dramatiques de cette guerre. elle n'a obtenu ni la "démocratie", ni la "prospérité" qui lui avaient été promises. Le pays vit toujours sous une dictature tandis que les richesses pétrolières tirées de son sous-sol sont littéralement pillées par quelques firmes principalement américaines.

Ce sont à peu près les mêmes discours que les dirigeants des pays impérialistes ont servi pour justifier leurs interventions militaires en Afghanistan. Ils n'ont ni "libéré" le peuple afghan de la dictature des talibans, ni apporté une quelconque amélioration dans la vie quotidienne de la grande majorité.

Alors, pour justifier leur intervention en Libye, ils ont ressorti ces mêmes discours de pseudo-libérateurs. Mais il faut être vraiment naïf pour croire que l'impérialisme se soucie du sort des populations qui subissent les atrocités des dictatures aux quatre coins de la planète. Car quand ces dictatures ne sont pas installées directement par l'impérialisme lui-même, elles sont soutenues par lui pour pouvoir exploiter les populations des pays sous sa domination et piller leurs richesses naturelles.

Kadhafi est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1969. S'il a réussi à imposer sa dictature durant tant d'années, il le doit en grande partie aux soutiens des grandes puissances impérialistes qui l'ont armé jusqu'aux dents. Même si parfois il avait un discours anti-impérialiste et

surtout anti-occidental, les dirigeants des pays riches savaient parfaitement que Kadhafi était un de leurs alliés dans cette région du Maghreb. Il permettait à la bourgeoisie des pays riches de piller le pétrole libyen et en même temps il était un de leurs gros clients en matière d'achat d'armes. En opprimant son peuple par la dictature, il permettait en fait à la bourgeoisie des pays impérialistes de piller tranquillement son pays.

En matière de contrôle du flux migratoire, Kadhafi rendait aussi un grand service aux dirigeants des pays européens car il avait accepté de collaborer avec eux en empêchant physiquement ceux qui voulaient entrer clandest-

inement en Europe à partir des côtes libyennes. Son pays est devenu une prison pour tous ceux qui fuient la misère et tentent de trouver une porte de sortie vers l'Europe.

L'intervention militaire au nom de l'Onu finira-t-elle par le renversement du régime de Kadhafi et son remplacement par un autre plus docile et plus malléable aux dictats de l'impérialisme ? En tout cas cela ne mettra certainement pas fin à l'oppression et encore moins au pillage capitaliste en Libye. Et ceux qui auront le plus à souffrir de ces bombardements ce seront principalement les populations pauvres.

KADHAFI ET SES PAIRS AFRICAINS

L'Union Africaine a publié un communiqué désapprouvant "toute intervention étrangère en Libye". En prenant une telle position, nos dictateurs pensent bien entendu d'abord à eux-mêmes. Mais ils expriment en même temps une certaine reconnaissance du ventre envers celui qui est venu maintes fois à leur secours, soit en leur fournissant des armes pour écraser leurs opposants, soit en les finançant directement. Toumani Touré, Wade, Blaise Compaoré, Idriss Déby et bien d'autres, figurent parmi ceux qui ont bénéficié de ses largesses. Kadhafi a construit des mosquées par-ci, des hôtels de luxe par-là. Il a financé quelques entreprises en difficulté en Afrique sub-saharienne. Il détient par exemple 52% du groupe Africa N°1. Il avait investi 180 millions de dollars au Mali dans la riziculture, 120 millions dans la construction d'une cité administrative. A Wade, il avait promis la construction d'une tour prestigieuse sur la Corniche à Dakar. Il a payé les redevances de nombreux Etats africains qui ne le pouvaient pas à l'Union Africaine. Cela faisait partie de sa mégalomanie et de son ambition d'être considéré come le leader de "l'unité africaine". Mais sa bouffonnerie allait encore plus loin. A coup de millions de dollars il a réussi à se faire introniser "roi des rois" en 2008 en organisant à Tripoli un

"forum des rois, princes, cheikhs et chefs coutumiers africains".



Intronisation de Kadhafi comme "roi des rois d'Afrique" en 2008 à Tripoli

Grâce à ses largesses et à ses gesticulations démagogiques, il a réussi à s'attirer une certaine popularité auprès d'une frange de la population sub-saharienne, y compris dans le milieu des travailleurs immigrés en France par exemple. Mais c'est de la poudre aux yeux qui ne doit pas aveugler les travailleurs car Kadhafi est avant tout un dictateur. Et si certains des dirigeants africains ont une certaine sympathie à son égard, c'est qu'ils le considèrent comme un des leurs.

COTE D'IVOIRE

LES DEUX CLANS RIVAUX SE FONT LA GUERRE POUR LE CONTROLE DU POUVOIR, AVEC LE SANG DES PAUVRES !

La guerre est maintenant à l'intérieur de nos quartiers. Dans nos cités. Elle fait des victimes par centaines. Ces victimes, c'est d'abord nous les pauvres. Les hommes armés de kalachnikov et de mortiers tirent et bombardent nos quartiers, faisant des morts parmi nous. Les morts à Abobo, Anyama, Adjamé, Attiékoubé, Williamsville, Yopougon, pour ne parler que de l'agglomération d'Abidjan, se comptent par centaines.

Femmes et hommes, jeunes et vieux, tous ceux qui le peuvent, fuient les endroits où la guerre fait rage pour se réfugier dans des quartiers plus calmes. Mais la guerre les rejoint. Elle a commencée à Abobo dans les sous-quartiers de PK18 et N'Dotré; aucun quartier pauvre d'Abidjan n'est aujourd'hui épargné. Cette nouvelle souffrance s'ajoute à la misère créée par le chômage, les bas salaires et la cherté de la vie. Les clans Ouattara-Bédié-Soro d'un côté et Gbagbo et les siens de l'autre, sont les auteurs de ces massacres.



Les habitants des quartiers pauvres fuient la violence ; et les soldats de l'ONU les regardent passer !

Les dernières élections n'ont pas pu les départager. Chacun a triché comme il a pu. Au final, les deux clans crient à la victoire. L'un dit tirer sa légitimité du Conseil constitutionnel et l'autre de la Cei et de l'Onuci.

La Côte d'Ivoire compte donc aujourd'hui deux présidents. Alors, pour se départager, ils se sont engagés dans une lutte armée. L'un, le clan

Gbagbo, a le soutien des Fds ; l'autre, le clan Ouattara-Bédié-Soro, a le soutien des Fn ainsi que celui des Fds qui ont rejoint ses rangs et aussi des forces Onusiennes et françaises, présentes à Abidjan.

Le clan Gbagbo ou Ouattara qui sortira victorieux de cette lutte s'arrogera le droit de puiser dans les caisses de l'Etat et celui de contrôler l'argent du racket ; il aura le droit d'occuper les postes lucratifs dans les entreprises d'Etat et les cabinets ministériels. C'est tout cela qui constitue le principal objet de la lutte qui les oppose depuis des années.

Dans tous les cas, les perdants, eux, sont connus d'avance : ce sont nous les pauvres ! Parce qu'aucun d'entre eux ne lutte pour nous ! En plus de la souffrance causée par la guerre, nous aurons le droit de crever dans notre misère !

Quant à eux, les clans Gbagbo et Ouattara, il n'est même pas impossible qu'ils finissent par décider de se partager le butin. En contrepartie de quoi, ils auraient pour tâche de veiller ensemble à ce que les riches, ivoiriens ou pas, à commencer par les plus riches d'entre eux, c'est-à-dire les patrons d'entreprises françaises et américaines, puissent continuer à piller les richesses du pays et à exploiter la classe ouvrière, en les maintenant dans la misère ! La nouvelle « Force républicaine » ou une autre appellation de leur cru qui serait l'union de toutes les bandes d'assassins, Fds-Fn, serait là pour maintenir l'ordre des riches, contre les pauvres !

Quant aux forces Onusiennes et françaises présentes en Côte d'Ivoire, il y a encore des naïfs parmi les pauvres qui pensent qu'elles sont là pour les défendre. Ont-ils une seule fois vu ces forces intervenir pour protéger les pauvres depuis qu'ils sont dans ce pays ? Même quand on tue devant leurs yeux, ça les indiffère ! Elles restent impassibles ! Par contre, tuer les pauvres, ça elles savent le faire ! Même ici en Côte d'Ivoire, on les

a déjà vues plusieurs fois à l'œuvre ! Ces bandes armées, dont les soldats du rang sont d'ailleurs généralement issus d'autres pays pauvres, sont là pour défendre les intérêts des puissances impérialistes !

Pour arriver à leur fin, ces clans criminels de Gbagbo et de Ouattara, ne se contentent pas d'une lutte armée entre bandes rivales. Ils veulent aussi nous entraîner dans un conflit ethnique et xénophobe.

Aujourd'hui, certains d'entre nous sont déjà pris par ce piège mortel de la xénophobie et de l'ethnisme. Combien de morts atroces, à la machette ou brûlés vifs, compte-t-on à Abidjan, à ce jour ? Ces imbéciles tuent leurs propres frères parce qu'il n'est pas de la même ethnie qu'eux ou parce que Burkinabé ou Malien !

Mais pour l'heure, les clans Ouattara et Gbagbo n'ont pas encore réussi à nous entraîner dans une guerre ethnique. Ceux d'entre-nous,

toutes ethnies et nationalités confondues, qui n'avons pas encore fui les cours communes à cause des combats et de la montée de l'ethnisme et de la xénophobie, nous continuons à nous côtoyer, à nous entraider et à nous défendre solidairement des salauds qui sèment la terreur dans nos quartiers. Ceux d'entre-nous qui sommes des ouvriers, nous continuons comme par le passé à fréquenter nos lieux de travail, quand l'entreprise n'a pas encore fermé ses portes.

Mais les massacres de centaines de milliers de personnes au Rwanda il y a quelques années doit nous interpeler, si nous ne voulons pas être les prochaines victimes. C'est donc maintenant que nous devons dire : Non à la guerre ! Non à l'ethnisme ! Non à la xénophobie ! Non à la division entre nous les pauvres ! La lutte du Rhdp et de Lmp pour le pouvoir ne concerne pas les pauvres ! Le pays n'est pas divisé entre Ivoiriens et non Ivoiriens mais entre riches et pauvres !

COTE D'IVOIRE

ABOBO, ENTRE PEUR, STRESS ET FAIM

Abobo est l'une des communes les plus peuplées d'Abidjan. Elle compte plus d'un million d'habitants. Elle est aussi des plus démunies de la capitale économique de la Côte d'Ivoire. Aujourd'hui l'accès à cette commune est très difficile. Réputée favorable à Ouattara, le candidat du RHDP, Abobo a été bouclée dès la veille des élections par les forces de défense et de sécurité (FDS). Depuis, la population a été très souvent soumise à des exactions.



Le 8 Février 2011 : Une rue d'Abobo

Après les élections, le pays a plongé dans une nouvelle crise avec deux présidents proclamés. C'est dans cette lutte pour le pouvoir qu'à l'extrême nord de la commune, dans le sous-quartier de PK 18, un groupement armé s'est manifesté en début du mois de février. Les forces armées fidèles à Gbagbo n'ont pu venir à bout de cette résistance armée qui, petit à petit s'est étendue sur toute la commune. Les combats opposant le groupe armé dénommé plus tard "commando invisible" et les forces armées fidèles à Gbagbo ont provoqué un exode massif des populations de la commune. Des quartiers entiers se sont vidés de leurs habitants. Le HCR (Haut commissariat aux réfugiés) estime à près de 200.000 le nombre des déplacés. Cette saignée continue encore. Aujourd'hui, il n'y a plus de poste de police et de gendarmerie dans toute la commune. L'administration aussi est absente et la plupart des magasins ont baissé leurs stores. Les rares forces de l'ordre fidèles à Gbagbo qui s'aventurent dans Abobo, le font sous forte escorte de blindés et de chars. Ils s'y comportent comme sur une ligne de front, tirant sans distinction sur

tout ce qui peut être à leur portée. La vue de ces cortèges crée toujours la débandade au sein de la population.

Les voies d'accès à la commune sont coupées par des barrages tenus d'un côté par les forces armées fidèles à Gbagbo et de l'autre par les groupes armés contrôlant Abobo. La voie principale (l'autoroute express) est fermée à la circulation. De ce fait le ravitaillement de la commune se fait au compte gouttes et dépend des humeurs de ceux qui filtrent les entrées et les sorties. Les produits de consommation sont donc rares sur le marché entraînant ainsi une hausse de leurs prix. Les populations d'Abobo, en majorité, vivent de petits métiers. En temps normal, chacun essaie tant bien que mal de joindre les deux bouts au jour le jour pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses proches. La situation actuelle ne permet plus d'exercer une activité lucrative ; même sortir de chez soi est devenu risqué. La survie est devenue donc problématique.

ABOBO : LA FAIM GAGNE DU TERRAIN !

Au début, les déplacements des populations fuyant Abobo étaient dus aux affrontements armés et à l'insécurité générale. Maintenant, en plus de cela, d'autres familles quittent cette commune à cause du manque sinon de la cherté des denrées alimentaires de premières nécessités.

L'approvisionnement des marchés locaux en vivres est devenu très limité et irrégulier car les entrées et les sorties d'Abobo sont difficiles voire risquées.

Donc, beaucoup de marchés restent quasiment vides. Dès lors, les prix des denrées, déjà élevés pour la population démunie, ont presque doublé voire triplé en l'espace de quelques jours : le kilo d'igname est passé de 125 f à 250 f, le riz de basse qualité est vendu au prix du riz de moins bonne qualité, le tas de patates, habituellement à 500 f, est à 1000 f, le tas de petits poissons séchés est à 200 f au lieu de 100 f, la viande est tout simplement introuvable etc.

A tout cela, il faut ajouter le problème de sécurité. Des dizaines de jeunes qui se sont fait enrôler par les nouveaux maîtres de la commune s'entraînent tous les matins dans certains quartiers de celle-ci. Des barrages sont tenus aux différents accès des quartiers. Des individus en armes, en voiture ou à pied parquent dans les quartiers. Et parmi eux, on trouve souvent les petits voyous du quartier. Chaque jour, il y a des accrochages entre les forces fidèles à Gbagbo et les groupes armés qui contrôlent la commune. Les bombardements qui sont orientés vers Abobo qui font aussi des victimes. Les derniers en date c'était le 16 mars, ils y a eu des dizaines de morts.

L'atmosphère à Abobo est donc très lourde. Les habitants vivent dans une psychose, tiraillés entre le stress et la faim, la peur des bombardements auxquels ils sont exposés à tout moment et la crainte des exactions des différentes factions qui se disputent la commune.

De plus, à cette cherté croissante de la vie vient s'ajouter le manque criant d'argent pour la population pauvre. L'activité économique est au point mort dans toute la commune. Le transport que ce soit celui de marchandises ou de personnes (gbakas, wôrô wôrô, etc.) dont vivent beaucoup de chauffeurs, est totalement arrêté. Les petites gens qui se "débrouillent" en faisant de petits boulots comme la menuiserie, la maçonnerie, le commerce, etc... ne peuvent plus aller travailler.

Voici le témoignage d'une femme de retour d'un petit marché : « Au jour d'aujourd'hui, avec 5000 f, je ne peux même plus faire une popote de deux jours pour donner à manger à ma petite famille (cinq personnes). Tout est devenu cher sur le marché! Etant ici, on vit dans la peur quotidienne d'être tué par une balle perdue ou une bombe. Maintenant, s'il faut craindre encore de mourir de faim, c'est mieux de sortir d'Abobo ! ».

C'est la situation dans laquelle vit aujourd'hui la population pauvre d'Abobo !

COTE D'IVOIRE**MASSACRE DE POPULATIONS CIVILES :
ONU, LICORNE COMPLICES !**

Le 8 février 2011 dans un quartier d'Abobo

Depuis le mois de décembre dernier, les populations civiles font l'objet de tueries par les forces armées pro Gbagbo et Pro Ouattara. Et ce, au nez et à la barbe de l'ONU et de la force Licorne.

Le 17 mars, des obus balancés sur le Grand marché d'Abobo, le quartier Abobo - Marley ainsi que le quartier SOS ont fait une trentaine de morts

et plusieurs blessés selon l'ONU. La veille, 4 membres de la « jeunesse patriotique » (pro-Gbagbo) ont été tués par des hommes en arme à un barrage aux II Plateaux. Une semaine avant, c'était le village d'Anokoi-kouté qui était attaqué par le « commando invisible ». Les combats ont fait entre 3 et 20 morts, selon la presse. Le 3 mars, huit femmes avaient été abattues froidement à Abobo alors qu'elles participaient à une marche pacifique pro RHDP.

Tous ces massacres sont perpétrés en présence de l'ONU et des forces françaises. Malgré les nombreuses patrouilles, les engins blindés, les hélicoptères de combats, les dizaines de milliers de soldats dont ils disposent, les massacres continuent ! Il n'y a que les naïfs pour croire encore que les forces armées onusiennes et françaises sont là « pour protéger les civils ». C'est une bande de tueurs ! Ce ne sont pas eux qui vont empêcher les tueries.

L'EMBARGO FRAPPE LES PLUS DEMUNIS

Pour faire pression sur Laurent Gbagbo et l'obliger à quitter le pouvoir au profit de Ouattara, l'Union Européenne a décidé, entre autre un embargo sur le port d'Abidjan. Ainsi un navire transportant des produits pharmaceutiques a été détourné vers le port de Dakar. Conséquence de cette mesure, les hôpitaux et les CHU déjà presque vides avant l'embargo manquent cruellement de tout. Même dans les pharmacies, il est difficile de trouver certains produits. Des parents ne pouvant plus supporter la situation sont obligés de ramener leur malade à la maison pour attendre la mort.

Voici des témoignages de personnes dont les malades sont victimes de cet embargo. Un jeune affirme : « Le médecin a besoin d'un médicament pour une intervention urgente sur mon oncle, à l'hôpital général d'Abobo. J'ai parcouru en vain presque toutes les pharmacies de

cette ville et de Cocody. C'est à la pharmacie des Deux Plateaux que j'ai eu le médicament. J'ai dû payer quatre fois le prix. Je repars espérant que mon oncle est encore en vie. » Une autre personne venue de Tabou dont le malade est dans le coma au CHU de Cocody affirme ceci : « je ne pourrai plus continuer. Je vais l'abandonner et regagner ma famille à Tabou. Non seulement je n'ai plus d'argent mais le médecin dit qu'il n'y a plus de médicament ne serait-ce que pour le maintenir dans son état. Chaque jour nous parcourons tous les CHU à la recherche de médicaments. De toutes les façons il ne va pas s'en sortir. Autant partir chez moi ».

Les riches et les dirigeants, qu'ils soient d'un clan ou de l'autre, sont peu concernés par cet embargo. D'ailleurs, certains n'ont plus leur famille en Côte d'Ivoire. Ils ont les moyens de se faire soigner dans les cliniques ou aller à l'étranger.

COTE D'IVOIRE**FERMETURE D'ENTREPRISES EN CASCADE :
CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS D'EN FAIRE LES FRAIS !**

Depuis quelques mois, plusieurs entreprises ferment les unes après les autres. D'autres ralentissent leurs activités. Dans le secteur du cacao, Micao (groupe Cargill), Semoi (en zone industrielle de Yopougon), et Saco et Adm (en zone industrielle de Vridi), ont fermé. Dans le secteur cosmétique, Sivop et Gandhour, tête de proue de ce secteur, ont considérablement ralenti leurs activités et s'acheminent aussi vers la fermeture. Que dire alors des entreprises de petite taille du même secteur qui sont nombreuses à la ZI de Yopougon ? Dans le domaine du textile, Filtisac a fermé ses portes. Les Ports d'Abidjan et de San-Pédro quant à eux tournent au ralenti.

Tous ces ralentissements ou fermetures d'entreprises ont immédiatement pour conséquence la mise en chômage technique voire le renvoi de travailleurs par milliers. La situation est d'autant plus intenable pour eux que dans la plupart des cas, cela se passe sans mesure d'accompagnement, c'est-à-dire sans le sou.

Même lorsque les travailleurs percevaient régulièrement leur salaire, ils avaient tout le mal du monde à joindre les deux bouts. Aujourd'hui qu'ils sont sans salaire, comment faire face aux charges familiales au moment même où les prix flambent ? Comment faire face aux frais de déplacement pour ceux qui doivent mettre leurs familles à l'abri ? En un mot, comment tenir en attendant une éventuelle reprise des activités ?

Le prétexte de la crise est tout trouvé par le patronat pour mettre à la porte les travailleurs sans payer un sou. Mais le patronat a de quoi payer ! Avant la crise, les ouvriers ont largement produit des profits qui pourraient servir à payer intégralement les salaires, le temps que durera cette crise.

Encore faut il que les travailleurs soient suffisamment organisés pour être en mesure de l'imposer.

UN CALVAIRE POUR TOUCHER SON SALAIRE

Le gouvernement Aké N'Gbo se vante d'avoir payé sans problème les salaires du mois de février. Alors que ces paiements se sont déroulés dans une bousculade totale. Plusieurs fonctionnaires ont été étouffés, il y a même un qui a perdu un œil et un autre qui a eu la tête écorchée jusqu'à l'os. De

plus, plusieurs d'entre eux ont eu leur salaire ponctionné de 20 % à 30 %. Sans compter que quelques-uns n'ont même pas pu percevoir leur salaire. Pour la fin du mois qui approche, personne ne sait si les salaires seront payés et combien pourront les toucher.

COTE D'IVOIRE**QUAND LES CAPITALISTES S'INQUIENT DE LA SITUATION**

La crise politique en Côte d'Ivoire est en train de prendre une tournure qui inquiète tout le monde. On est très loin d'un règlement du conflit entre le camp Gbagbo et celui d'Ouattara. Cela s'est transformé en conflit ouvertement armé. Les conséquences sont très désastreuses pour la population pauvre de ce pays. Elle le paie de son

sang et de sa vie. Il est difficile de savoir le nombre de morts et de blessés.

Par contre ce qui préoccupe le plus les capitalistes du monde ce sont les conséquences sur leurs profits aussi bien en Côte d'Ivoire que dans les pays voisins. Depuis les élections, l'économie tourne au ralenti. Les dirigeants impérialistes ont

essayé de faire pression sur Gbagbo notamment en matière de transaction bancaire avec la fermeture des locaux ivoiriens de la BCEAO (Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest).



Des habitants fuyant le quartier d'Abobo, jeudi 24 février

Les pays voisins, particulièrement le Mali et le Burkina subissent de plein fouet les conséquences de cette crise. Les transports de marchandises dans un sens ou dans l'autre, pour ces deux pays, passent pour 30% par la Côte d'Ivoire. Autant dire que la communication de ce

côté-là est complètement arrêtée. On ne voit presque plus de bateaux de transport de marchandises dans le port d'Abidjan. Au Libéria il y a un afflux de réfugiés ivoiriens qui pèse lourdement sur la situation de ce pays. Cela entraîne la baisse dramatique des revenus des populations ivoiriennes. Cela pèse aussi pour les populations des pays voisins.

Le FMI (Fonds monétaire International), se dit soucieux de la situation dans la sous-région, particulièrement pour les pays de la zone de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine). Il préconise de prendre des mesures «en augmentant les recettes fiscales». En clair, cela veut dire augmenter les impôts, donc faire payer la crise aux populations pauvres de ces pays. Quel mépris! Elles sont nullement responsables.

Les responsables de la crise actuelle en Côte d'Ivoire ce sont les impérialistes, ce sont les capitalistes qui dominent le monde en créant des situations qui aboutissent à des crises politiques comme dans ce pays. C'est ce système qu'il faut éliminer.

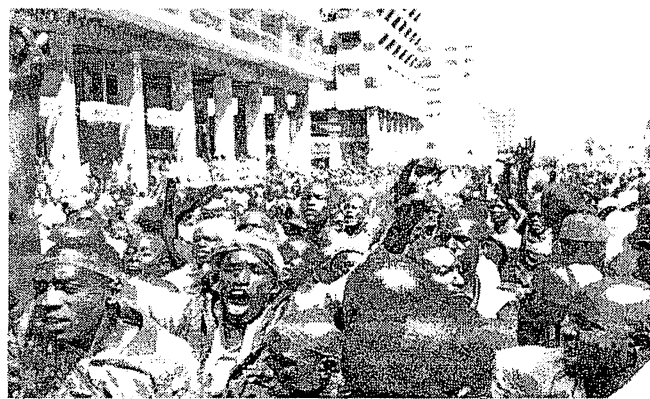
SENEGAL

LA CELEBRATION DU 11ème ANNIVERSAIRE DU POUVOIR DE WADE SE TRANSFORME EN MANIFESTATION CONTRE SA POLITIQUE

Abdoulaye Wade voulait faire de la journée du 19 mars une journée festive pour célébrer le onzième anniversaire de son arrivée au pouvoir et pour démarrer en quelque sorte sa campagne pour la prochaine élection présidentielle de 2012. Son parti avait annoncé un rassemblement dans le centre de la capitale pour soutenir son président. Mais les partis de l'opposition coalisés au sein du front "Bennoo Siggil Senegaal" ont aussi saisi l'occasion pour appeler la population à manifester le même jour contre sa politique.

Quelques heures avant la manifestation, le gouvernement, par la bouche du ministre de la Justice, annonce que plusieurs personnes ont été arrêtées par la police pour avoir préparé un coup d'Etat. Il a évoqué l'action d'un "commando" qui

aurait "planifié un complot", etc. Cela sentait plutôt le coup monté par le gouvernement pour dissuader la population de descendre dans la rue afin de crier sa colère contre lui.



manifestation du 19 mars à la Place de l'Indépendance, à Dakar

Néanmoins, dès le début de la matinée, plusieurs milliers de personnes (3000 selon la police, 5000 selon les organisateurs) ont envahi la place de l'Indépendance. Il y avait les partisans de l'opposition, des jeunes venus des quartiers populaires, mais aussi des employés et des sympathisants du groupe de presse Walfadjri dont le patron, Sidy Lamine Niass qui possède une chaîne de télé privée et plusieurs journaux, n'est pas en odeur de sainteté avec le pouvoir. Plusieurs cars de transport ont été affrétés par cet homme d'affaire pour acheminer ses partisans, notamment depuis Kaolack, sa ville natale.

Une grande partie des manifestants est venue surtout pour exprimer son ras-le-bol contre les coupures d'eau et d'électricité, contre la cherté de la vie et contre la corruption qui règne au

sommet de l'Etat. Beaucoup de gens ont crié des slogans comme : "Wade, y en a marre!", ou bien "Wade, quitte le pouvoir !".

Il y a en effet de quoi être révolté par l'incapacité du pouvoir en place à résoudre ce problème vital de l'eau et de l'électricité. Certes, ces problèmes, surtout celui des délestages de courant, existaient déjà au moment où le "parti socialiste" (qui fait partie de la coalition de l'opposition actuelle) était au pouvoir, mais depuis onze ans que Wade est président, il a largement démontré qu'il n'est pas plus soucieux de répondre aux préoccupations des populations pauvres que son prédécesseur. Si la mobilisation populaire se développe, il finira peut-être par entendre la colère qui couve dans les quartiers populaires.

MADAGASCAR

LE GOUVERNEMENT CHANGE, LA CRISE ET LA PAUVRETE DEMEURENT

Un changement de gouvernement est en cours à Madagascar. Camille Vital, le Premier ministre, a dissout son gouvernement. Lui-même a été reconduit à son poste pour former un nouveau gouvernement de transition sensé organiser les futures élections, présidentielles, législatives et municipales. Elles sont prévues cette année après l'avoir été pour 2010 et sont sensées mettre un terme à la crise politique qui divise les classes riches depuis plus de deux ans. Ces élections déboucheraient sur une reconnaissance du président et de son régime, par les grandes puissances et par l'ONU. C'est cette reconnaissance qui leur permettrait de débloquer les crédits des banques internationales d'espérer que les investissements reprennent comme avant la crise.

Mais la population qui souffre de la faim, de la soif dans de nombreuses régions, les gens qui ne savent plus où aller ne serait-ce que pour trouver un abris susceptible de les protéger des trombes d'eau des pluies tropicales quand ce n'est pas des cyclones, ne peuvent pas attendre une amélioration de leur sort de la tenue hypothétique d'élection. C'est aujourd'hui que des familles entières dorment

dans la rue parfois sous un simple lambeau de plastique et les autorités ne font rien pour elles. Le prix du riz augmente de même que celui des légumes et des fruits. Tous les prix des produits de première nécessité sont devenus très chers et les autorités ainsi que les partis politiques ne font que faire croire qu'il n'est pas possible de changer cette réalité avant les élections.



Une affiche électorale d'Andry Rajoelina

Le pouvoir a réussi à calmer un peu les gens en instaurant les « tsen mora », quelques marchés subventionnés où les plus démunis peuvent acquérir quelques produits de base à moindre coût. Le « vary mora », riz vendu à un prix inférieur à celui pratiqué dans toutes les autres filières, a permis aux plus démunis de ne pas mourir de faim. Mais dès que la menace de révolte s'est éloignée, des cartes de rationnement (les cartes bleues) ont été instaurées et les critères pour y avoir droit se sont durcis. Les prix de toutes les denrées ont progressivement augmenté rendant la situation de plus en plus intenable. Comment s'étonner que le banditisme augmente ainsi que les trafics en tout genre, y compris celui de la drogue, surtout dans les villes portuaires où elle transite avant de partir vers certaines métropoles occidentales.

Il se passe parfois deux mois sans que les salariés de l'Etat ne touchent leur paye. Pour calmer leur impatience le gouvernement leur a accordé une augmentation de 10%. C'était il y a déjà quelques mois. Beaucoup d'enseignants et de fonctionnaires

n'ont pas fêté Noël et le 1^{er} de l'an. A la vitesse où les prix grimpent, leur pouvoir d'achat s'est évaporé.

Les classes pauvres vivent dans une sorte de morosité pendant que mois après mois leur situation se dégrade. Les gens du pouvoir trouvent toujours quelque chose pour les faire lanterner. Il y a eu le référendum constitutionnel, il y a maintenant des annonces d'élections. Entre temps il y a eu une tournée présidentielle à travers de nombreuses villes, avec son lot de promesses en tous genres y compris d'hôpitaux modernes et équipés alors que ceux qui existent sont devenus des mouiroirs par suite des coupes sombres pratiquées dans leurs budgets.

Pour apparaître comme un bienfaiteur, le président offrait des zébus, du riz et des spectacles là où il passait. Cela a permis à des personnes de manger ce jour-là et à la jeunesse de se divertir avant de retourner aux dures réalités une fois les podiums du discours présidentiel et des artistes, démontés.

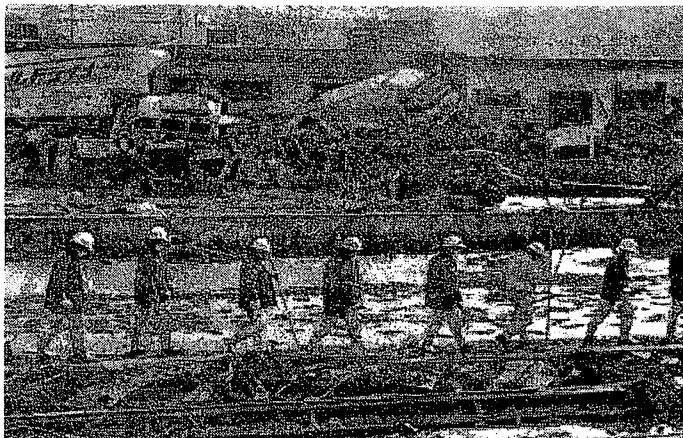
JAPON

C'EST LA RECHERCHE DU PROFIT CAPITALISTE QUI A AMPLIFIÉ LA CATASTROPHE NATURELLE

Le tremblement de terre suivi d'un tsunami qui a frappé le Japon le 11 mars dernier a fait à ce jour plus de 7000 morts et environ 11 000 disparus. Malheureusement, ces chiffres ne sont que provisoires car de nombreuses victimes sont toujours ensevelies sous des tonnes de boue et de matériels divers charriés par des vagues géantes.

Les images de cette catastrophe naturelle ont fait le tour du monde et on ne peut être qu'ému et triste devant tant de souffrance et de détresse, devant l'ampleur des dégâts tant humains que matériels.

Ce séisme aurait certainement fait beaucoup plus de morts si le Japon était un pays sous-développé. La plupart des bâtiments modernes ont heureusement résisté aux secousses parce qu'ils sont construits selon les normes antisismiques. C'est la preuve que si on y met les moyens on peut atténuer les conséquences des catastrophes naturelles. Mais tous les pays n'ont malheureusement pas les moyens d'un Etat comme le Japon. On se souvient du séisme qui avait frappé Haïti le 12 janvier 2010. Il était moins puissant et pourtant il a fait plus de 200 000 morts et les dégâts ne sont pas réparés jusqu'aujourd'hui. Une grande partie de ceux qui ont tout perdu vit toujours sous des tentes de fortune à côtés des gravats de leurs maisons détruites. Il y a probablement encore des cadavres ensevelis sous les



une équipe de sauveteurs après le tsunami

décombres dans l'indifférence totale du pouvoir en place.

Mais les explosions de plusieurs réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi suite au ras-de-marée, elles, ne sont pas naturelles. Cette centrale appartient à la compagnie Tepco (Tokyo Electric Power) qui est le plus grand producteur privé mondial d'électricité. Non seulement elle a construit, avec la complicité des dirigeants politiques, des centrales dans une zone sismique dangereuse mais dans sa recherche coûte que coûte de profit maximum, elle a dissimulé à maintes occasions des dysfonctionnements en matière de sécurité. A l'heure actuelle il est encore difficile d'évaluer avec précision les conséquences de ces explosions et des fuites radioactives qui en ont résulté sur la santé des

populations. Cela s'étalera sur plusieurs dizaines d'années sous forme de cancers ou de malformations génétiques.

En vérité, la véritable menace pour l'humanité ne réside pas dans les catastrophes naturelles mais dans le fait qu'aucune des décisions importantes n'est prise en fonction des besoins de la majorité de la population mais en fonction des seuls besoins du système capitaliste. La catastrophe nucléaire n'est qu'un des dangers parmi tant d'autres que le capitalisme fait courir à l'humanité toute entière. Et ce n'est qu'en débarrassant l'humanité de cette organisation économique dont le profit est le seul moteur qu'on pourra permettre à la société de maîtriser réellement son destin et limiter les dégâts causés par les catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, les tsunamis, etc...

IL Y A 140 ANS

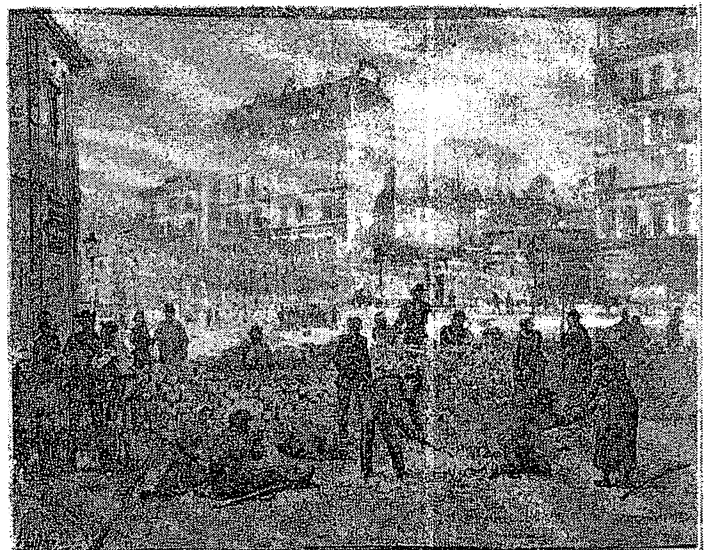
LA COMMUNE DE PARIS

Pour la première fois dans l'histoire, face au pouvoir des possédants se dressait un nouveau pouvoir incarnant les aspirations des masses laborieuses. C'était La Commune de Paris. Sur les toits de l'Hôtel de ville et sur d'autres toits, flottait le drapeau rouge de la révolution sociale. Ce pouvoir était certes embryonnaire mais il était entièrement tourné vers la satisfaction des besoins de la population. Cette population laborieuse participait réellement à toutes les décisions, à la prise en mains de sa destinée.

L'existence de cet état fut brève, neuf semaines, du 18 mars au 28 mai 1871, mais elle a permis de vérifier et d'illustrer concrètement ce que Marx et Engels avaient annoncé plus de deux décennies auparavant dans le manifeste du parti communiste que la société capitaliste engendre avec le prolétariat son propre fossoyeur. Ils ont affirmé que la lutte des travailleurs pour leur émancipation sera en même temps la lutte pour l'émancipation de la société humaine toute entière. La Commune de Paris de 1871 a revêtu ce caractère.

Le corps des fonctionnaires privilégiés dépositaires de l'autorité étatique et placés au dessus du peuple, était anéanti. Toutes les fonctions étatiques étaient remplies par les employés communaux contrôlables et révocables à tout instant.

Tous ceux qui travaillaient, tous ceux qui étaient prêts à se dévouer à la cause commune, avaient leur place et leurs droits au sein de ce pouvoir prolétarien qui ne reconnaissait ni les frontières ni les divisions nationales.



Formation d'une barricade à Paris

La France était en guerre contre la Prusse (une province d'Allemagne) et Paris était donc assiégé par les troupes de Bismarck. Napoléon III avait signé sa reddition et ses généraux ne voulaient plus se battre contre l'invasion. Tout cela était perçu comme une

lâcheté par la majorité de la population de Paris. Celle-ci manquait de tout, y compris de nourriture à cause de l'état de siège. C'est dans ce contexte que ce "petit peuple de Paris" (Marx) a choisi de résister les armes à la main, à l'entrée des armées prussiennes. Ce ne sont pas celles-ci qui sont intervenues à l'intérieur de Paris, mais des bataillons dirigés par des généraux de Thiers. Ils sont entrés en douce le 18 mars au petit matin pour confisquer les canons que les parisiens avaient placés à l'abris. Devant la résistance populaire, ces bataillons ont dû battre retraite lamentablement. Ils ont fui Paris et avec eux ont fui tous les bourgeois et les réactionnaires, en direction de Versailles. C'est ainsi qu'est née la Commune de Paris.

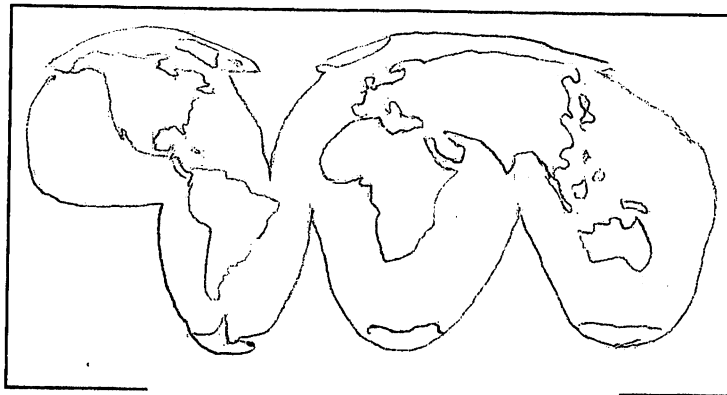
L'armée dirigée par Thiers et financée par la bourgeoisie a recruté massivement avec la complicité de Bismarck. C'est le 21 mai qu'elle est revenue en force dans Paris pour massacrer la Commune. Ce massacre a duré jusqu'au 28 mai et est connu sous le nom tristement célèbre de « Semaine sanglante ». Des dizaines de milliers de Communards, c'est-à-dire des hommes, des femmes, des enfants, ont défendu héroïquement leurs barricades avant de tomber sous les balles des versaillais. Les derniers combattants

sont tombés au cimetière du Père-Lachaise devant le mur appelé depuis « le mur des Fédérés ».

Rétrospectivement on peut dire qu'à l'époque de La Commune les travailleurs étaient trop faibles à la fois numériquement et aussi du point de vue de leur expérience. Cependant les leçons que les travailleurs d'aujourd'hui peuvent retenir de La Commune sont précieuses. En premier lieu nous retiendrons qu'il n'y a pas de socialisme, pas de libération de la classe ouvrière sans que celle-ci prenne son sort en mains, sans qu'elle construise ses propres organes de pouvoir. Les travailleurs ne peuvent pas se contenter d'utiliser les institutions existantes, il faut qu'ils détruisent l'appareil d'Etat de la bourgeoisie pour mettre à sa place leur Etat, au service cette fois de la majorité. Les travailleurs peuvent vaincre s'ils se donnent une direction consciente. En se libérant, ils libèreront en même temps toute la société.

Dans ce combat il y a la place pour tous ceux qui veulent se joindre à eux pour se débarrasser de cette société capitaliste sénile qui mène l'humanité à la catastrophe.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.